



**PRÉFET
DE LA DRÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Auvergne-Rhône-Alpes**

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26000 Valence

Valence, le 13/06/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/05/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

DELMONICO DOREL CARRIERES

La Ravicole – 26140 Andancette

Références : 20250523-RAP-DACA0641
Code AIOT : 0006110089

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/05/2025 dans l'établissement DELMONICO DOREL CARRIERES implanté lieux-dits « Les Îles » et « Jeton » 26250 Livron-sur-Drôme. L'inspection a été annoncée le 09/04/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- DELMONICO DOREL CARRIERES
- lieux-dits Les Îles et Jeton 26250 Livron-sur-Drôme
- Code AIOT : 0006110089
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de la société DELMONICO DOREL est autorisée par l'arrêté du 17 février 2011 pour l'exploitation d'une carrière en eau avec une production maximale de 145 000 tonnes par an. Les matériaux extraits sont transportés par voie fluviale jusqu'à l'installation de traitement d'Etoile-sur-Rhône. La remise en état est sous forme de deux plans d'eau dont un a déjà fait l'objet d'un abandon (plan d'eau de loisir).

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Prévention des pollutions
- Milieu naturel

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension,...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Mesures relatives au milieu naturel	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.8.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
8	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.4	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Clôtures et barrières	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 5	Sans objet
2	Épaisseur d'extraction	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.3	Sans objet
3	Mesures relatives au risque hydraulique	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.7	Sans objet
5	Registre et plans	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.12	Sans objet
6	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.1.I	Sans objet
7	Prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.1.II	Sans objet
9	Contrôles	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.5	Sans objet
10	Bruit	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 14.1	Sans objet
11	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 15	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière va faire l'objet d'une demande de modification de ses conditions d'exploitation (extension). Cette demande permettra de lever certains écarts avec l'arrêté d'autorisation (conditions de stockage des liquides, localisation des piézomètres...).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Clôtures et barrières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 5
Thème(s) : Risques accidentels, Clôtures et barrières
Prescription contrôlée : Une clôture solide et efficace entretenue pendant toute la durée de l'autorisation doit être installée sur le pourtour de la zone d'extraction. L'entrée de la carrière sera matérialisée par un dispositif mobile, interdisant l'accès en dehors des heures d'exploitation.
Constats : Le site est clôturé et un portail interdisant l'accès au site est présent. Le site est sous vidéo surveillance.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Épaisseur d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.3
Thème(s) : Risques chroniques, Épaisseur d'extraction
Prescription contrôlée : L'extraction est limitée en profondeur à la cote (NGF) de 83 m, pour une épaisseur d'extraction maximale de 10 m (épaisseur de la découverte incluse).
Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis le dernier plan topographique du site avec bathymétrie de décembre 2024. La profondeur du plan d'eau Est est à 83 m NGF, pour le plan d'eau Ouest une partie est à la profondeur 82 m NGF et le reste à 83 m NGF.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit s'assurer du respect de la profondeur d'extraction.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures relatives au risque hydraulique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.7
Thème(s) : Risques accidentels, Risque liés aux crues
Prescription contrôlée : Concernant les risques liés aux crues, les mesures suivantes doivent notamment être appliquées : <ul style="list-style-type: none">– les merlons, le stock de terre de découverte et le stock de matériaux doivent être positionnés dans l'axe d'écoulement général des crues ;– aucun stockage de matériaux extérieurs n'est autorisé ;– le convoyeur de manutention doit être positionné à une hauteur telle qu'il ne soit pas susceptible de faire obstacle à l'écoulement des eaux ;– en période de crues, ou lorsqu'une crue est annoncée, les engins doivent être stationnés sur une plateforme aménagée à une cote supérieure à 95,60 m (NGF).
Constats : Le stock de terres de découverte est globalement dans l'axe d'écoulement des crues. Il n'y a pas de stockage de matériaux extérieurs au site. La bande transporteuse ne semble pas pouvoir gêner l'écoulement des eaux.

Les engins peuvent être mis en hauteur sur le stock de terre de découverte qui est à 98 m NGF.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures relatives au milieu naturel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.8.1
Thème(s) : Autre, Mesures relatives au canal de Marnas
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Afin de préserver l'état du canal de Marnas longeant le site à l'est, habitat favorable à différentes espèces d'odonates dont notamment l'agrion de Mercure, des mesures de protection doivent être prises et des suivis doivent être effectués comme indiqué ci-après.</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions pour empêcher que les eaux de ruissellement de la carrière atteignent le canal durant l'exploitation. En particulier, un merlon et un fossé de collecte des eaux pluviales sont créés tout le long de la carrière au droit du canal ; ces ouvrages sont régulièrement entretenus.</p> <p>De plus, l'exploitant contribue à un entretien régulier du canal afin d'éviter la fermeture du milieu et la colonisation par des espèces invasives. Les modalités d'intervention seront définies en liaison avec un organisme spécialisé.</p> <p>En vue d'évaluer l'impact de l'exploitation sur la variation du niveau d'eau du canal, notamment les abaissements significatifs ainsi qu'une estimation des durées de ces perturbations et de leur fréquence, un suivi de ce niveau d'eau est réalisé durant toute la durée de l'exploitation. Le relevé est hebdomadaire en période d'étiage et mensuel en dehors de cette période. Annuellement, l'exploitant fait part à l'inspection des installations classées des résultats de ce suivi et d'une analyse portant sur les points suivants : cote moyenne, cote de plus basses eaux, cote de plus hautes eaux, durées et fréquences des niveaux d'eau, corrélation avec le suivi des niveaux des plans d'eau cité à l'article 7.8.4.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a transmis les suivis faune-flore de la carrière et du canal de Marnas de 2021 et 2023 correspondant aux années N+10 et N+12.</p> <p>Le canal de Marnas est éloigné de la carrière et une route est présente entre celui-ci et la zone d'exploitation. Les eaux de ruissellement de la carrière ne peuvent atteindre le canal.</p> <p>Une échelle limnimétrique est présente dans le canal afin de contrôler le niveau d'eau de celui-ci.</p> <p>Le canal est entretenu par la commune et non l'exploitant. Dans le dernier suivi faune-flore du canal de Marnas, il est indiqué que les services municipaux ont réalisé une gestion intensive (fauchage), non compatible avec le cycle de vie des Odonates et notamment l'agrion de Mercure.</p> <p>La LPO en charge des suivis faune-flore propose une prise de contact avec le gestionnaire du secteur afin de les informer de la présence d'une espèce protégée sur le canal et un accompagnement pour la gestion de celui-ci.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Suite aux remarques du dernier suivi faune-flore, l'exploitant doit prendre contact avec la municipalité de Livron-sur-Drôme afin de les informer de la présence, entre autres, de l'agrion de Mercure et soit prendre en charge l'entretien du canal, soit informer la commune des modalités</p>

d'entretien de ce site sous un délai de 3 mois.
Lors de la visite l'exploitant a indiqué que le canal n'était pas en lien avec le plan d'eau (présence d'une nappe perchée). Si le souhait est d'arrêter le suivi du canal, une demande de modification des conditions d'exploitation de l'arrêté préfectoral d'autorisation peut être faite via un dossier de porter à connaissance argumenté sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre et plans

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 7.12
Thème(s) : Risques chroniques, Plan topographique
Prescription contrôlée : Il est établi un plan d'échelle adaptée à la superficie de l'exploitation. Ce plan est mis à jour au moins une fois par an.
Constats : Lors de la visite du site l'exploitant a transmis le dernier plan topographique du site de décembre 2024 avec bathymétrie.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.1.I
Thème(s) : Risques accidentels, Ravitaillement des engins
Prescription contrôlée : Le ravitaillement en carburant des engins est réalisé sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des liquides polluants. De plus, le ravitaillement est effectué au moyen d'un pistolet conforme aux normes en vigueur et comportant un dispositif d'arrêt automatique.
Constats : Une aire étanche est présente et reliée à un séparateur d'hydrocarbures. Le ravitaillement des engins est réalisé en bord à bord.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection rappelle à l'exploitant d'avoir une procédure et un dispositif de rétention mobile pour les engins qui ne pourraient pas être ravitaillés sur cette aire étanche (type dragline). Une possibilité serait de mettre en place, comme sur le site d'Etoile-sur-Rhône, une litière (ou équivalent) au niveau de la zone sud afin qui servirait de zone de stationnement et de ravitaillement des engins.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.1.II
Thème(s) : Risques accidentels, Stockage de liquides
Prescription contrôlée : Aucun stockage de liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols n'est autorisée sur le site de la carrière.
Constats : Un conteneur formant capacité de rétention est présent au sein de la carrière afin de stocker des huiles, graisses ou déchets souillés. Lors de la visite ce conteneur n'était pas fermé à clé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Dans le cadre de la modification des conditions d'exploitation de la carrière, la prescription concernant l'absence de stockage de produits liquides pourra être demandée par l'exploitant. L'exploitant doit mettre en place un cadenas afin de sécuriser ce stockage sans délais. Le 23 mai 2025, l'exploitant a informé l'inspection (via photo) de la mise en place d'un cadenas.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.4
Thème(s) : Risques accidentels, Rejets d'eau dans le milieu naturel
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales provenant de l'aire de ravitaillement en carburant doivent être collectées et traitées au moyen d'un décanteur-séparateur d'hydrocarbures correctement dimensionné et muni d'un dispositif d'obturation automatique avant rejet au milieu naturel. Ce séparateur doit être régulièrement vidangé par une entreprise agréée.
Constats : Lors de la visite l'exploitant a transmis à l'inspection les analyses de 2022, 2023 et 2024 des eaux en sortie du séparateur d'hydrocarbure. Les concentrations en hydrocarbures totaux vont de 0,138 à 0,229 mg/L (valeur limite à 10 mg/L).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la date de la dernière vidange de ce séparateur et le bordereau de suivi de déchets dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 9 : Contrôles

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 10.5
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux de la nappe
Prescription contrôlée : [...] Par ailleurs, une analyse de la qualité des eaux de la nappe sera effectuée annuellement par un organisme agréé, par prélèvement dans les trois piézomètres du site. Ces contrôles porteront sur les paramètres suivants : température, pH, matières en suspension, demande chimique en

oxygène, concentration en hydrocarbures.
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a transmis les mesures annuelles des eaux des 3 piézomètres. L'inspection n'a pas de remarques particulières sur ces résultats (pour toutes les analyses les hydrocarbures totaux sont en dessous du seuil de détection).</p> <p>Dans les mesures transmises les piézomètres ont la numérotation Pz1, Pz3 et Pz4 qui ne correspondent pas à la numérotation de l'arrêté.</p> <p>Suite à la demande de l'inspection l'exploitant a transmis le 22 mai 2025 un nouveau plan de localisation des piézomètres. Cette localisation sera à prendre en compte dans le PAC de la carrière.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Bruit

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 14.1
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des niveaux sonores
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un contrôle des niveaux sonores doit être effectué dès l'ouverture de la carrière et ensuite périodiquement, notamment lorsque les fronts de taille se rapprochent des zones habitées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite l'exploitant a transmis le rapport des mesures acoustiques faites le 8 novembre 2023. Tous les résultats sont conformes à la fois en limite de propriété et au niveau des Zones à Émergences Réglementées (ZER).</p> <p>Il est à noter que la zone d'extraction s'éloigne des deux riverains du site.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/02/2011, article 15
Thème(s) : Situation administrative, Garanties financières
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant de débiter les travaux d'extraction autorisés au titre du présent arrêté, l'exploitant doit fournir le document attestant la constitution des garanties financières dont le montant et les modalités d'actualisation sont fixés dans l'annexe 5 jointe au présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les garanties financières sont valables jusqu'au 31 décembre 2025.</p>
Type de suites proposées : Sans suite